

Bruxelles, le 13 mars 2006

Rencontre entre la Commission et le président palestinien, M. Abbas

Le président de la Commission, José Manuel Barroso, et la commissaire chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage, Benita Ferrero-Waldner, rencontreront cette semaine le président palestinien, Mahmoud Abbas, à Strasbourg. Le président Barroso le recevra le mercredi 15 mars. Cette rencontre sera précédée par un dîner de travail, le jeudi 14 mars, entre la commissaire Ferrero-Waldner et Mahmoud Abbas. Ces réunions seront l'occasion, pour le président Abbas, de s'exprimer sur la future constitution d'une nouvelle autorité palestinienne, à la suite des élections du mois de janvier dernier, et d'aborder la crise financière que connaît actuellement l'autorité palestinienne.

"Le président Abbas s'est montré fermement déterminé à doter les territoires palestiniens d'un gouvernement qui respectera ses obligations internationales. Nous le soutenons sans réserve dans cette tâche ardue. L'objectif doit consister à mettre en place un nouveau gouvernement qui renonce à la violence, reconnaisse Israël et respecte les accords de paix existants", a déclaré le président Barroso.

"Aucun bailleur de fonds n'a déployé autant d'efforts que la Commission pour contribuer à stabiliser la situation financière à laquelle doit faire face le gouvernement intérimaire. J'ai hâte de pouvoir m'entretenir avec le président Abbas sur les défis persistants qui se posent à l'autorité palestinienne et aux bailleurs de fonds. L'UE restera un partenaire de confiance pour le peuple palestinien, dont la moitié vit dans une extrême pauvreté. Parallèlement, nous resterons fidèles à nos principes et l'aide financière accordée au nouveau gouvernement dépendra de son engagement en faveur de la paix" a ajouté Benita Ferrero-Waldner.

Au début de ce mois, la Commission européenne a octroyé une aide de plus de 120 millions d'euros destinée à couvrir les besoins élémentaires de la population palestinienne et à stabiliser les finances du gouvernement intérimaire actuel. Quarante millions d'euros seront consacrés à assurer la fourniture continue et ininterrompue de services publics essentiels, tels que l'approvisionnement en eau et la distribution d'électricité. Une somme de 64 millions d'euros a été allouée à l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA). Cette aide d'urgence permettra d'atténuer les souffrances des populations les plus vulnérables de Cisjordanie et de la Bande de Gaza.

Par ailleurs, la Commission européenne s'est prononcée en faveur de la mise à disposition de 17,5 millions d'euros, retenus depuis 2005 dans le Fonds d'affectation de la Banque mondiale consacré à la réforme, afin d'aider le gouvernement intérimaire à assumer ses obligations, notamment en ce qui concerne le paiement des salaires.

Pour de plus amples informations:

http://europa.eu.int/comm/external_relations/gaza/intro/index.htm